



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille douze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
14 Novembre 2012, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du
Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	4
Nombre de Conseillers présents	:	22
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	8 Novembre 2012
Date d'affichage du compte-rendu	:	19 Novembre 2012

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Loïc PETITPAS, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

Absents excusés : M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, Mme Pierrette HUET, Mme Roselyne MARCHAND

Absents non excusés : Mme Joëlle COLLIN, M. Bruno TREMAUDAN, M. Johan THEURET

Pouvoirs : M. HIGNARD à M. NOEL ; Mme QUEVERT à Mme DELAHAIS ; Mme HUET à Mme DAUCE ; Mme MARCHAND à Mme BEAUDOUIN

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Odile DELAHAIS, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour. Il précise que le point concernant l'AVAP sera traité dès que l'intervenant, Madame BERGER-WAGON, sera arrivé

Rappel de l'Ordre du jour :

- 12-175) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 12-176) Projet d'extension du périmètre de la Communauté de Communes aux communes de Saint Brieuc des Iffs, Les Iffs, Cardroc
- 12-177) Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique – Elargissement du champ de compétence voirie
- 12-178) AVAP (Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine)
- 12-179) Acquisition de plein droit de bien sans maître – Blandefalle
- 12-180) Réalisation d'une salle de sport – Présentation de l'avant-projet sommaire
- 12-181) Modification du tableau des effectifs au 01/01/2013
- 12-182) Convention de mise à disposition d'un agent du SMICTOM
- 12-183) Financement du multi-accueil Ribambelle – Avenant au contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales
- 12-184) Service d'accueil de la Petite Enfance – Conventionnement du partenariat entre Combours et Meillac
- 12-185) Accueil de loisirs - Conventionnement du partenariat entre Combours et Meillac
- 12-186) Aménagement des abords de la Gare – Avenant
- 12-187) Réfection du mur du cimetière – Décision modificative n° 3 du budget principal
- 12-188) Programme voirie 2012/2013 – Attribution du marché de travaux
- 12-189) Vente de l'ancien tractopelle de la Ville à la Commune de Bonnemain
- 12-190) Concours des maisons fleuries – Attribution de prix
- 12-191) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 12-192) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

12-175) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Odile DELAHAIS, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 3 Octobre 2012 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

12-176) PROJET D'EXTENSION DU PERIMETRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AUX COMMUNES DE SAINT BRIEUC DES IFFS, LES IFFS, CARDROC

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 20 Septembre 2012, Le Préfet d'Ille et Vilaine a transmis l'arrêté préfectoral, daté du même jour, portant projet d'extension du périmètre de la Communauté de Communes Bretagne Romantique aux communes de **Saint Brieuc des Iffs, Les Iffs et Cardroc**, en application de l'article 60 II de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales.

Conformément à l'article de loi précité, le Conseil Municipal dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification de l'arrêté, pour exprimer explicitement son accord ou son désaccord sur cette modification du périmètre.

La modification du périmètre de la Communauté de Communes sera prononcée par arrêté préfectoral, après accord exprimé par les conseils municipaux des communes incluses dans le projet de périmètre, et dans les conditions fixées à l'article 60 II susvisé.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de donner son avis sur cette modification de périmètre.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DONNE UN AVIS FAVORABLE** à la modification de périmètre telle que présentée.

12-177) MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE – ELARGISSEMENT DU CHAMP DE COMPETENCE VOIRIE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n°A-99-2012, du 12 septembre 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la communauté de communes afin d'élargir son champ

de compétences voirie à travers l'intérêt communautaire suivant : « **entretien de voirie** ».

Description du projet :

Dans le cadre de la réforme territoriale relative à la Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, la Communauté de communes Bretagne Romantique s'est engagée auprès des services de l'Etat, par délibération n°A_10_2011 en date du 27 janvier 2011, à intégrer le Syndicat intercommunal de travaux de voirie du canton de Tinténiac.

A ce titre, un comité de pilotage a été créé le 20 septembre 2011 afin d'ouvrir une large réflexion sur l'intégration de ce syndicat, mais aussi de dresser un diagnostic sur la voirie de l'ensemble des communes du territoire afin de procéder au transfert de la compétence « entretien de voirie ».

Afin d'approfondir le travail du comité de pilotage et de recueillir les données relatives à la voirie des communes et du syndicat du canton de Tinténiac, la Communauté de communes a choisi de recruter un élève stagiaire, étudiant à l'université de Rennes 2 afin d'échanger avec les élus communaux sur le recensement et l'état de la voirie des communes ainsi que sur la vision de la compétence voirie au sein des communes et de son élargissement potentiel à la Communauté de communes.

Le travail de synthèse de ces rencontres a été présenté lors du bureau du 12 juin dernier. Lors de cette réunion, les élus ont choisi de **privilégier le transfert de la compétence « entretien de voirie »**.

L'organisation du projet de transfert de la compétence ainsi que les modalités d'intégration du Syndicat de voirie du canton de Tinténiac ont été complétées tout au long des rencontres qui ont eu lieu avec les communes et le Syndicat de voirie de juin à septembre 2012.

Le projet de transfert de compétence « entretien de voirie » a été présenté en réunion de conseil à travers les points suivants :

- L'historique du projet ;
- La cartographie du linéaire de voirie par commune ;
- Le rayon d'action et les modalités d'intervention actuels du syndicat de voirie ;
- Le linéaire de voirie rapporté à la population par commune ;
- Les différents modes d'entretien de la voirie dans les communes actuellement ;
- Les fréquences d'intervention des services de voirie communaux ;
- Les moyens humains et matériels des services voirie sur le territoire de la Bretagne Romantique ;
- La dépense actuelle des communes en entretien de voirie ;
- La dépense voirie des communes par habitant ;
- La définition exacte du projet de transfert de compétence « entretien de voirie » ;
- Le partage de la compétence voirie entre les communes et la communauté de communes ;
- Les moyens mis en œuvre par la communauté de communes pour exercer la compétence ;

- L'intérêt pour les communes de transférer leur compétence « entretien de voirie » à la communauté ;
- L'aspect financier du projet ;
- Le développement du projet et les modalités d'organisation du service voirie communautaire sur le territoire

Au terme de l'exposé, et des débats, le conseil communautaire, après délibération, et à la majorité des membres présents (une voix contre : Mr LEBRET, trois abstentions : Mrs LEGRAND, HAMELIN, PLUSQUELLEC) décide de :

- **VOTER l'élargissement du champ de la COMPETENCE VOIRIE** de la Communauté de communes à travers l'intérêt communautaire suivant :

Relèvent de l'intérêt communautaire, à compter du 1^{er} janvier 2013, pour les communes dont le linéaire de voies communales (VC) est compris entre 0 et 100 kilomètres :

- **Les travaux d'entretien des voies communales et des chemins ruraux** : fauchage d'accotement, curage de fossés, débroussaillage, signalisation (ex : peinture de sol, pose de panneaux), balayage à l'intérieur des agglomérations des communes (y compris voies départementales), point à temps, pose de busage de fossé et pose de bordures (à l'exception des nouvelles opérations de lotissement), pose de barrières de sécurité routière et travaux de dégagement en cas d'intempéries ;
 - **La réalisation de travaux faisant appel aux moyens du service voirie de la Communauté de communes pour effectuer des prestations autres que des travaux d'entretien de voirie en contrepartie d'une facturation** (Possibilité de partage de services : cf. décret n° 2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'article L.5211-4-1 du CGCT) ;
 - **La création d'un service d'assistance et de conseils aux communes en matière de voirie** (assistance à la gestion de la voirie, à la programmation des travaux, à la conduite des études, à la passation des marchés de travaux, au suivi et à la réception des travaux, aux procédures d'alignement, au classement des voies) ;
 - **La réalisation de marchés en commun** pour la remise à neuf des voies communales à travers des marchés à bons de commandes.
- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la Communauté de communes Bretagne Romantique ;
 - **SOLLICITER** les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;
 - **EMETTRE** un avis favorable au scénario n°4 du projet de transfert de charges visé en annexe de la présente ;
 - **AUTORISER** Monsieur le Président à **CREER** un poste d'ingénieur ou de technicien principal de 1^{ère} ou 2^{ème} classe à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2012 en fonction du candidat retenu ;
 - **AUTORISER** Monsieur le Président à **CREER les postes permanents suivants à compter du 1^{er} Janvier 2013** (*afin d'accueillir les agents titulaires du Syndicat Intercommunal de travaux de la voirie de Saint Domineuc à la Communauté de communes*) :
 - 1 poste d'adjoint technique de 1^{ère} classe à temps complet,

- 8 postes d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps complet,
 - 1 poste d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps non complet (12.5/35)
- **DE MAINTENIR** le régime indemnitaire dont bénéficient ces agents dans leur EPCI d'origine ;
 - **AUTORISER** Monsieur le Président à signer les arrêtés individuels et tout acte utile à l'exécution de la présente délibération ;
 - **ACTUALISER** le tableau des effectifs de l'EPCI.

Selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du conseil communautaire, que les conseils municipaux des communes membres approuvent cette modification statutaire à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur LE BESCO fait remarquer l'incohérence des terminologies employées dans la délibération de la Communauté de Communes, à savoir « entretien de voirie » et « remise à neuf ».

Considérant que la Commune de Combours n'est pas concernée par ce dispositif qui ne s'adresse qu'aux communes dont le linéaire de voies communales (VC) est compris entre 0 et 100 kilomètres, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de ne pas se prononcer sur ce point.

Un débat s'instaure au sein de l'Assemblée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DECIDE** :

- Par 3 voix, d'émettre un avis favorable de principe à cette modification statutaire.
- Par 23 voix, de ne pas se prononcer sur ce point

12-178) AVAP (AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE)

Rapporteur : Monsieur LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 08 février 2012, le dossier d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine a été étudié par l'instance consultative dont la composition a été déterminée par le Conseil Municipal en date du 30 mai 2012.

La commune de Combours, qui avait engagé une étude de Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP), en mars 2009, avant la publication de la loi, s'est vue contrainte d'engager une étude en Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P.) en application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 (article 28) portant « engagement national pour l'environnement » dite Grenelle II, en intégrant les préoccupations environnementales, tout en suivant le schéma proposé avec l'Architecte des Bâtiments de France, pour la suite de la procédure.

Quinze réunions avaient eu lieu avec le bureau d'études (cabinet G.H.E.C.O. de La Rochelle), l'Architecte des Bâtiments de France, techniciens et administratifs de la mairie entre le 2 juillet 2009 et le 16 mars 2011.

L'avancement du dossier (aire d'étude, repérage et réglementation d'éléments bâtis et végétaux) avait été présenté en Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS), le 15 février 2011.

Dans l'attente de la publication d'un décret d'application de l'AVAP, l'étude a été suspendue sur conseil de l'Architecte des Bâtiments de France.

Ce décret, paru le 19 décembre 2011, a fixé le dispositif applicable aux AVAP.

Trois réunions ont été organisées en 2012 (les 19 juin, 25 septembre, et 23 octobre avec la commission locale de l'AVAP) et ont pris en compte les contraintes de ce nouveau dispositif.

Madame BERGER-WAGON du cabinet G.H.E.C.O., bureau d'études, présente au Conseil Municipal le projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine à partir des éléments suivants :

- Une synthèse du diagnostic avec un rappel des éléments constitutifs du patrimoine historique, architectural, urbain, naturel et paysager de Combours justifiant la mise en place d'une AVAP,
- La portée législative et réglementaire de l'AVAP,
- Le périmètre proposé,
- Les orientations réglementaires comprenant notamment l'exposé des règles relatives à :
 - o la qualité architecturale des constructions nouvelles
 - o la conservation et à la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels et urbains
 - o l'intégration architecturale et à l'insertion paysagère des constructions, ouvrages,... visant à l'exploitation des énergies renouvelables ou aux économies d'énergie,
- Le fonctionnement de la commission locale AVAP,
- Le calendrier de la procédure AVAP.

Le Conseil Municipal est ensuite informé du calendrier de la procédure, à savoir :

- réunion publique le mercredi 12 décembre 2012 à 20h00
- approbation du dossier par le Conseil Municipal décembre 2012
- présentation en CRPS mars 2013
- enquête publique avant l'été 2013

Ce dossier est présenté au Conseil Municipal à titre d'information avant la réunion publique. Il devra ensuite être validé par le Conseil Municipal lors de sa prochaine séance du 19 Décembre 2012.

Certains membres du Conseil Municipal trouvent la réglementation sur les menuiseries trop restrictive dans le règlement d'AVAP sur le bâti protégé au regard du bénéfice thermique et du confort acoustique.

Il est souhaité que la possibilité du double vitrage soit admise avec petits bois rapportés à l'extérieur, de section et de profil traditionnels.

L'architecte trouve cette requête justifiée.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-179) ACQUISITION DE PLEIN DROIT DE BIEN SANS MAITRE-BLANDEFALLE

Rapporteur : Monsieur LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que les articles L 1123.1 et L 1123-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'article 713 du code Civil et les articles L 25, L 27 bis et L 27 ter du Code du Domaine de l'Etat, modifié par l'article 147 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, précisent que les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés. Toutefois, si la commune renonce à exercer ce droit, l'Etat en devient propriétaire.

La Direction Générale des Finances Publiques a informé que Monsieur Henri Ange Emmanuel RESCAMP, propriétaire de la parcelle référencée section K n° 1486 d'une superficie de 1 040 m² située au lieu-dit « Blandefalle », est décédé le 27 janvier 1981 à Québriac en Ille et Vilaine et qu'aucun héritier ne s'est fait connaître. Il s'agit d'une parcelle classée en zone NPa qu'il convient de protéger strictement - Terrain non bâti avec les servitudes suivantes : zones humides et servitude relative aux lignes de transport d'énergie électrique).

Le bien de Monsieur Henri RESCAMP, décédé depuis plus de 30 ans sans héritier connu, constitue alors un bien sans maître. En conséquence, celui-ci peut être acquis par la commune de Combourg, de plein droit en application des articles 713 du Code Civil.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du Code Civil et de se porter acquéreur du bien.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** :

- D'exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du Code Civil.

- De se porter acquéreur du bien, à savoir la parcelle cadastrée section K n° 1486 d'une superficie de 1 040 m², sise au lieu-dit Blandefalle, ce bien ayant appartenu à Monsieur Henri RESCAMP.

12-180) REALISATION D'UNE SALLE DE SPORTS – PRESENTATION DE L'AVANT PROJET SOMMAIRE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que la ville de Combours a entrepris de réaliser une salle de sports destinée aux activités de basket-ball, de karaté et de judo. Cette salle de sports sera construite avenue de Waldmünchen, à côté des terrains de camping et de tennis.

Par délibération n° 11-191 en date du 7 décembre 2011, le Conseil Municipal a validé le programme technique détaillé de l'opération élaboré par les commissions "Bâtiments – Développement durable" et "Jeunesse et Sports" en collaboration avec le cabinet d'études Préprogram, et a autorisé Monsieur le maire à engager une procédure de concours restreint pour le choix de l'équipe de Maîtrise d'œuvre.

Par délibération n° 12-103 en date du 4 juillet 2012, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre au groupement *Coquard Colleu Charrier* de Saint Brieuc.

Sur la base de l'esquisse remise dans le cadre de la procédure de concours, le cabinet d'architecture a débuté les études d'Avant-Projet. Le comité de pilotage du projet, composé de membres des commissions "Bâtiments – Développement durable" et "Jeunesse et Sports" et des techniciens de la ville, a rencontré les architectes le 25 septembre puis le 23 octobre dernier, réunion au cours de laquelle a été présenté l'Avant-Projet Sommaire (APS) de la salle de sports.

Un certain nombre de modifications ont été apportées au dessin du bâtiment :

- Le hall d'accueil du public a été élargi et raccourci pour gagner en compacité et en fonctionnalité ;
- Les espaces extérieurs, notamment le parvis, appréhendent mieux les différents modes de déplacement (piétons, voitures, cycles...)
- Les locaux techniques de traitement de l'air sur la toiture sont plus compacts, ce qui permet de supprimer un haut-jour et d'offrir une perspective plus dégagée ;
- Les observations du bureau de contrôle technique ont été prises en compte, avec la création de sas pour éviter le recoupement de la galerie sportifs.

L'ensemble de ces modifications a été approuvé par le comité de pilotage.

Les commissions "Bâtiments – Développement durable" et "Jeunesse et Sports" se sont réunies à nouveau en présence du cabinet *Coquard Colleu Charrier* le 5 novembre dernier pour étudier le classement ERP du bâtiment et les impacts de la réglementation récente sur le parasismique.

Si les effectifs accueillis dans le bâtiment sont supérieurs à 300, ce qui pourrait être le cas dans certaines configurations, l'établissement recevant du public (ERP) doit être classé en 3^{ème} catégorie et est soumis dès lors aux contraintes de la construction parasismique.

Un avis favorable a été émis pour la prise en compte des exigences réglementaires sur le parasismique. Le surcoût prévisionnel est estimé à 135 000 € HT.

Les distances dans les dojos entre l'aire de jeux et le mur ne sont pas suffisantes pour répondre aux normes de sécurité. Un agrandissement d'un mètre est nécessaire sur l'ensemble du pignon Est. Soit une surface supplémentaire de 38 m².

Un avis favorable a été émis sur l'ajout de 38 m² au bâtiment. Le surcoût est estimé à 49 400 € HT.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de valider l'Avant-Projet Sommaire de la salle de sports et d'entériner les propositions des commissions « Bâtiments – Développement Durable » et « Jeunesse et Sport ».

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** :

- De valider l'avant-projet sommaire de la salle de sport
- D'entériner les propositions des commissions municipales, telles que présentées ci-dessus.

12-181) MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01/01/2013

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder au changement de situation d'un agent municipal.

Celui-ci, évoluant d'un Contrat à Durée Déterminée vers une stagiarisation, il convient de modifier le tableau des effectifs de la façon suivante :

- création d'un poste d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe à temps non complet (28 heures par semaine),

à compter du 1^{er} Janvier 2013.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** les propositions ci-dessus.

12-182) CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DU SMICTOM

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal qu'en raison du remplacement d'un agent mis à disposition par le SMICTOM à la Commune de Combours, il y a lieu d'actualiser la convention de mise à disposition du personnel.

Cette convention a pour objet la mise à disposition par le SMICTOM à la Commune de Combours du gardien de la déchèterie de Combours en vue d'exercer les fonctions d'agent des Services Techniques.

Elle porte essentiellement sur les points suivants :

- Conditions d'emploi (planning d'été et d'hiver)
- Rémunération (les heures effectuées à la Commune seront remboursées au SMICTOM)
- Modalités de contrôle (un rapport sur la manière de servir de l'agent sera établi par la Commune de Combours une fois par an et transmis au SMICTOM)
- Fin de la mise à disposition (la convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable).

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver cette convention.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **APPROUVE** la convention telle que présentée et **AUTORISE** le Maire à la signer.

12-183) FINANCEMENT DU MULTI-ACCUEIL RIBAMBELLE – AVENANT AU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) est un contrat d'objectifs et de cofinancement passé avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) pour contribuer au développement et à l'amélioration de l'offre d'accueil destiné aux enfants. Il a deux priorités :

- favoriser le développement et optimiser l'offre d'accueil par une réponse adaptée aux besoins des familles et un encadrement de qualité
- contribuer à l'épanouissement des enfants et à leur intégration dans la société par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands.

La prestation de service « Enfance-Jeunesse » se traduit par un montant financier forfaitaire limitatif, calculé suivant le mécanisme suivant :

- la prise en compte d'un montant plafonné par action suivant la limite de prix plafond fixés par la CNAF ;
- un financement de 55 % du reste à charge des dépenses pour la collectivité.

La commune de Combourg a inscrit ses activités «Petite Enfance» et «Accueil de Loisirs» dans le dispositif Contrat Enfance Jeunesse pour la période 2010/2013. Le Conseil Municipal a validé le 8 décembre 2010 les éléments financiers du CEJ et a autorisé Monsieur le maire à signer le contrat. Lors de la définition de ces actions, le multi-accueil de la petite enfance, évolution majeure dans la politique de l'enfance de la commune, n'a pu être pris en compte dans le CEJ car les budgets de fonctionnement de ce service n'étaient pas encore connus. Il a donc été décidé qu'un avenant serait établi au cours du second semestre 2012 pour inclure les éléments liés au financement du multi-accueil.

Les services de la CAF, en collaboration avec les services de la ville, ont procédé à une réévaluation des montants du CEJ incluant l'activité du multi-accueil. Ces nouveaux montants portent sur les années 2012 et 2013 uniquement. Les tableaux récapitulatifs suivants présentent les montants actuels et ceux qui découlent de l'avenant :

Montant initial du CEJ 2010 / 2013

Type Action	Nature Action	Année 2010	Année 2011	Année 2012	Année 2013	Total
Accueil Enfance	Halte garderie	12 251,99 €	12 251,99 €	12 251,99 €	12 251,99 €	49 007,96 €
Accueil Jeunesse	Centre de loisirs	2 203,79 €	2 203,79 €	2 203,79 €	2 203,79 €	8 815,16 €
	TOTAL	14 455,78 €	14 455,78 €	14 455,78 €	14 455,78 €	57 823,12 €

Montant après avenant du CEJ 2010 / 2013

Type Action	Nature Action	Année 2010	Année 2011	Année 2012	Année 2013	Total
Accueil Enfance	Halte garderie multi-accueil	12 251,99 €	12 251,99 €	57 674 €	57 973 €	140 150,98 €
Accueil Jeunesse	Centre de loisirs	2 203,79 €	2 203,79 €	2 203,79 €	2 203,79 €	8 815,16 €
	TOTAL	14 455,78 €	14 455,78 €	59 877,79 €	60 176,79 €	148 966,14 €

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales.

12-184) SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE : CONVENTIONNEMENT DU PARTENARIAT ENTRE COMBOURG ET MEILLAC

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la commune de Combours a créé un établissement multi-accueil de la petite enfance qui a ouvert le 1^{er} janvier 2012. Cet établissement combine l'accueil régulier, occasionnel et d'urgence pour les enfants âgés de 0 à 4 ans.

Dès le lancement de ce projet, la commune de Combours a souhaité que des partenariats soient conclus avec des communes environnantes et des entreprises locales. Cette volonté de partenariats s'appuie sur la proportion importante de familles issues de communes autres que Combours et doit permettre d'affirmer l'ancrage de ce service sur un bassin de vie.

Concrètement, la mise en place de ces partenariats suppose qu'un certain nombre de places soient attribuées aux partenaires, et que ceux-ci participent au fonctionnement de la structure à travers une contribution financière. La société AES est déjà signataire d'une convention pour la réservation de trois places sur l'établissement.

La commune de Meillac a manifesté son intérêt pour engager un partenariat avec la commune de Combours. Elle souhaite réserver deux berceaux, sur les vingt qui sont dévolus à l'accueil régulier. Cette réservation est effective depuis le 1^{er} janvier 2012, pour une durée de vingt-quatre mois, avec la possibilité d'une reconduction expresse.

En contrepartie de cette réservation, la commune de Meillac s'acquittera chaque année d'une contribution égale au montant du reste à charge net pour la collectivité. Cette contribution est plafonnée à 1 000 € par an et par place, soit un coût maximum de 2 000 € par an.

Ces modalités de partenariat entre les communes de Combours et de Meillac sont définies dans une convention de réservation de berceaux qu'il convient désormais de signer.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise en place du partenariat dans les conditions ci-avant ;
- d'autoriser le Maire à signer la convention de réservation de berceaux entre les communes de Combours et de Meillac.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** la mise en place de ce partenariat
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention de réservation de berceaux entre les communes de Combours et de Meillac.

12-185) ACCUEIL DE LOISIRS – CONVENTIONNEMENT DE PARTENARIAT ENTRE COMBOURG ET MEILLAC

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que la commune de Combours a passé une convention de partenariat avec l'UFCV, chargée d'organiser, d'animer et de faire fonctionner l'Accueil de Loisirs pour les enfants de 3 à 12 ans les mercredis, les petites et les grandes vacances. Dans le cadre de ce partenariat, la commune verse une participation annuelle à l'UFCV afin de financer sa mission d'animation.

L'Accueil de Loisirs s'adresse en priorité aux enfants de la commune de Combours, mais la commune accepte également dans la limite de la capacité d'accueil les enfants ne résidant pas dans la commune. La commune de Meillac ne disposant pas d'Accueil de Loisirs, les enfants domiciliés à Meillac sont nombreux à fréquenter celui de Combours.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la commune a mis en place pour l'Accueil de Loisirs une tarification modulée, imposée par la Caisse d'Allocations Familiales, en fonction des quotients familiaux. Cette tarification est applicable aux familles combourgeoises, les familles des communes extérieures se voient appliquer le tarif maximum.

Le Maire de la commune de Meillac a émis le souhait de pouvoir faire bénéficier les familles de Meillac, fréquentant l'Accueil de Loisirs de Combours, des mêmes conditions tarifaires que celles appliquées aux familles combourgeoises, les familles de la commune de Meillac représentant le second contingent d'usagers de l'Accueil de Loisirs de Combours loin devant les autres communes.

Madame GIROUX présente au Conseil Municipal un projet de convention entre la commune de Combours et la commune de Meillac, permettant d'une part de faire bénéficier aux familles de Meillac des mêmes conditions tarifaires que celles appliquées aux familles combourgeoises et d'autre part d'établir les modalités de remboursement par la commune de Meillac à la commune de Combours.

Le manque à gagner par l'UFCV sur les participations familiales lié à la mise en place des tarifs selon le quotient familial pour les familles de Meillac, sera facturé

à la commune de Combourg et fera l'objet d'un avenant à la convention de partenariat avec l'UFCV.

Considérant l'impact financier de ce nouveau dispositif, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- D'autoriser le maire à signer l'avenant à la convention de partenariat avec l'UFCV
- D'autoriser le maire à signer le projet de convention entre la commune de Combourg et la commune de Meillac

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **AUTORISE** le Maire à signer l'avenant à la convention de partenariat avec l'UFCV ainsi que la convention à intervenir entre la commune de Combourg et la commune de Meillac

12-186) AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA GARE – AVENANT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que dans le cadre des travaux d' «**Aménagement des Abords de la Gare** », marché à procédure adaptée, signé le 7 février 2012, l'entreprise **Even** de Pleurtuit (35), titulaire du **lot n° 1 – Terrassement - Voirie - Réseaux – Espaces Verts et Mobilier** - a présenté un avenant (n° 1) en plus-value :

- Objet de l'avenant :
 - Travaux complémentaires liés à la réalisation d'une plateforme pour recevoir les modulaires de la brigade SNCF
- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	1 196 516.80 € H.T.
Avenant n°1 en plus-value :	<u>+ 15 288.80 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché : 1 211 805.60 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **1.27 %** par rapport au montant du marché initial.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés,

Considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal,

le Conseil Municipal est informé de l'avenant n° 1 de l'entreprise Even.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-187) REFECTION DU MUR DU CIMETIERE – DECISION MODIFICATIVE N° 3 DU BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, suite à l'effondrement d'une partie du mur du cimetière (côté cimetière), dû à la vétusté du mur et à l'infiltration des eaux de pluies survenues en abondance au cours du mois d'octobre, il convient de procéder à la réfection du mur.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de prendre la décision modificative suivante :

		INVESTISSEMENT			
		DEPENSES		RECETTES	
IMPUTATION	DESIGNATION	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
21316/31/026	Réfection du mur du cimetière		9 000 €		
020/01	Dépenses imprévues	9 000 €			
TOTAL		9 000 €	9 000 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL GENERAL		0,00 €		0,00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** cette proposition.

12-188) PROGRAMME VOIRIE 2012/2013 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE TRAVAUX

Rapporteur : Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération n° 12.94 en date du 30 mai 2012, le Conseil Municipal a décidé d'autoriser Monsieur Le Maire à lancer l'appel d'offres de mission de maîtrise d'œuvre pour le programme pluriannuel de voirie 2012/2013 selon la procédure adaptée.

Par délibération n°12.167 en date du 03 Octobre 2011, le Conseil Municipal a été informé du choix de l'entreprise IDTP de Bobital (22) pour assurer cette mission.

Par ailleurs, par délibération n°12.168 en date du 03 Octobre 2011, le Conseil Municipal a décidé :

- D'approuver l'Avant Projet Détaillé de cette opération
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

A cet effet, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé sur la plateforme de dématérialisation e-mégalis et au journal Ouest-France le 27 septembre 2012.

33 DCE ont été retirés et 11 plis réceptionnés dont 1 pli électronique avant la limite de dépôt des offres fixée au mercredi 17 Octobre 2012 à 12h00.

L'ouverture de ces plis a été réalisée en présence de Madame Monique DAUCE, Adjointe, le mercredi 17 Octobre 2012 après midi et l'analyse a ensuite été réalisée par l'entreprise IDTP.

Il est rappelé que ce marché comporte une tranche ferme et des tranches conditionnelles.

Lot 1 – Voirie

1 tranche ferme et 3 tranches conditionnelles

Lot 2 – Eclairage

1 tranche ferme et 2 tranches conditionnelles

Après l'analyse effectuée par le maître d'œuvre et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Mardi 23 Octobre 2012 à 09h00, le pouvoir adjudicateur a décidé:

- De déclarer le marché fructueux.
- D'attribuer le marché comme suit :

Pour le lot n°1 – « Voirie »

Even de Pleurtuit

Pour un montant de 337 820.96 € TTC en tranche ferme.

**Pour le lot n°2 – « Eclairage »
ETDE de Fougères
Pour un montant de 115 730.34 € TTC en tranche ferme**

Il est rappelé que ce projet faisait apparaître les estimations suivantes :

- Lot 1 : voirie : 412 018.71 € TTC en tranche ferme
- Lot 2 : éclairage: 150 962.11 € TTC en tranche ferme

D'où un total de 562 980.82 € TTC

Le montant total se situe en-dessous de l'enveloppe prévisionnelle de 19.44 %.

Le Maire évoque la possibilité d'affermir les tranches conditionnelles. Chaque affermissement de tranches conditionnelles devra faire l'objet d'une présentation et d'un vote du conseil municipal.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-189) VENTE DE L'ANCIEN TRACTOPELLE DE LA VILLE A LA COMMUNE DE BONNEMAIN

Rapporteur : M Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération n° 12-169 du 3 octobre 2012, le Conseil Municipal a été informé de l'acquisition d'un nouveau tractopelle de marque New Holland destiné aux services techniques de la ville qui sera livré courant novembre 2012.

L'ancien tractopelle (véhicule de marque New Holland) ne présentant plus d'utilité pour la ville, Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de donner pouvoir au Maire pour :

- Retirer ce véhicule de l'inventaire communal
- Le vendre à la commune de Bonnemain pour la somme de 17 500 €
- Le soustraire du contrat d'assurance

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** ces propositions.

12-190) CONCOURS DES MAISONS FLEURIES – ATTRIBUTION DE PRIX

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjoint

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 01-65 en date du 6 juin 2001, le Conseil Municipal a décidé de créer un concours local des maisons fleuries doté de prix.

Cette année, la ville a enregistré 34 inscrits contre 32 en 2011.

Le Jury s'est réuni par 2 fois. La première fois pour une visite des lieux, et pour effectuer des photographies des plantations et la deuxième fois pour attribuer les prix en fonction des 5 catégories retenues :

- maisons avec jardin
- fenêtres et murs.
- balcons et terrasses
- commerçants et artisans
- exploitation agricole

Le jury propose que chacune de ces catégories soit dotée d'un montant global de prix fixé de la façon suivante :

- | | |
|---------------------------|-------|
| • maisons avec jardin : | 767 € |
| • fenêtres et murs : | 241 € |
| • balcons et terrasses : | 240 € |
| • Commerçants et artisans | 60 € |
| • exploitation agricole | 130 € |

La remise des prix a eu lieu le vendredi 9 novembre 2012.

Considérant que les crédits ont été inscrits au Budget Primitif 2012, ce point de l'ordre du jour est traité à titre d'information et n'a pas fait pas l'objet d'un vote.

12-191) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 26 septembre au 29 octobre 2012** et, à ce titre, ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Contrat de maintenance ASCENSEUR pour la Médiathèque	2 AMIS – Saint Malo OTIS - Cesson Sévigné SAPAS – Saint Gilles Schlindler – Cesson Sévigné Alti Lift – La Mézière	800.00 € 950.00 € 1 089.00 € 1 380.00 € 1 575.00 €	956.80 € 1 136.20 € 1 302.44 € 1 650.48 € 1 883.70 €
Réparation Mur du Cimetière	SARL BERHAULT – Meillac SARL ORY - Lourmais SARL FAVRON – Tressé	7 412.84 € 8 250.80 € 9 120.00 €	8 865.76 € 9 867.96 € 10 907.52 €
Réfection douches salle de Sports de l'Espace Malouas	Roger VOISIN – Bazouges sous Hédé Jérôme CORDON, Combours Yannick FLAUX, Combours	668.00 € 1 235.00 €	798.92 € 1 477.06 N'a pas répondu

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour ne fera pas l'objet d'un vote.

12-192) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6^e alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15^e alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 8 octobre 2012 (**DIA n° 37**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AC n° 616 et 614 d'une superficie totale de 1047 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 8 octobre 2012 (**DIA n° 38**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AM n° 9 d'une superficie de 590 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 8 octobre 2012 (**DIA n° 39**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AM n° 163 d'une superficie de 801 m² (terrain à bâtir)
- Décision en date du 8 octobre 2012 (**DIA n° 40**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AD n° 13 et 578 d'une superficie totale de 153 m² et supportant des locaux à usage commercial et d'habitation
- Arrêté n° 2012-134 en date du 11 Septembre 2012 acceptant une indemnité de sinistre de 648,76 € de la SMACL (panneau de signalisation endommagé)
- Arrêté n° 2012-145 en date du 8 Octobre 2012 acceptant une indemnité de sinistre de 23 343,71 € de la SMACL (sinistre dégât des eaux Maison de l'Enfance)
- Arrêté n° 2012-146 en date du 8 Octobre 2012 acceptant une indemnité de sinistre de 3 521,63 € de la SMACL (sinistre barrière d'entrée du camping endommagée)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 20.

CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 14 NOVEMBRE 2012

A 20 H 00

DELIBERATIONS

- 12-175) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 12-176) Projet d'extension du périmètre de la Communauté de Communes aux communes de Saint Brieuc des Iffs, Les Iffs, Cardroc
- 12-177) Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique – Elargissement du champ de compétence voirie
- 12-178) AVAP (Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine)
- 12-179) Acquisition de plein droit de bien sans maître – Blandefalle
- 12-180) Réalisation d'une salle de sport – Présentation de l'avant-projet sommaire
- 12-181) Modification du tableau des effectifs au 01/01/2013
- 12-182) Convention de mise à disposition d'un agent du SMICTOM
- 12-183) Financement du multi-accueil Ribambelle – Avenant au contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales
- 12-184) Service d'accueil de la Petite Enfance – Conventionnement du partenariat entre Combours et Meillac
- 12-185) Accueil de loisirs - Conventionnement du partenariat entre Combours et Meillac
- 12-186) Aménagement des abords de la Gare – Avenant
- 12-187) Réfection du mur du cimetière – Décision modificative n° 3 du budget principal
- 12-188) Programme voirie 2012/2013 – Attribution du marché de travaux
- 12-189) Vente de l'ancien tractopelle de la Ville à la Commune de Bonnemain
- 12-190) Concours des maisons fleuries – Attribution de prix
- 12-191) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 12-192) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales